

Communiqué du syndicat Sud éducation Alsace

A Strasbourg, le 1er juin 2023



Sud éducation Alsace

Chez Solidaires Alsace
Maison des syndicats
1 rue Sédillot
67000 STRASBOURG

sudeducalsace@gmail.com
www.sudeducalsace.info

Obligatoire ou pas, le SNU c'est toujours non !

Tout d'abord, fêtons cette petite victoire : ce samedi 13 mai à Strasbourg, le village du SNU devait être accueilli place Dauphine. Grâce à la mobilisation unitaire sur site depuis le matin, ce dernier n'a même pas vu le jour et a dû se replier en version réduite à Haguenau, d'où il est reparti aussi rapidement qu'il est arrivé face à son succès ridicule. Dans sa stratégie pour rendre le SNU attractif avant de le rendre obligatoire, le gouvernement se cogne à la résistance sur le terrain qui ne veut pas de son projet de militarisation et de dressage des jeunes !

2 articles relatent ce qui s'est passé ce jour-là :

[-De passage dans le Bas-Rhin, le SNU réveille les traumas du service militaire](#)

[-Strasbourg. Le village du SNU délocalisé sous la pression des opposants](#)

Ainsi, Strasbourg s'inscrit dans la liste s'allongeant chaque jour des villes qui ont perturbé, voire empêché l'installation de cette caravane de promotion d'un dispositif nauséabond, passéiste et autoritaire.

Si la tournée de promotion du SNU se confronte à de nombreuses déconvenues un peu partout en France grâce aux diverses mobilisations opposées à ce dispositif, le gouvernement ne prend pas acte de l'opposition populaire et persiste à vouloir l'imposer, de force. C'est ainsi que Macron, par l'intermédiaire du ministre de l'Éducation Pap N'Diaye, souhaite déployer le dispositif dans les lycées. Inclut dans le Pacte, il sera proposé dès la rentrée des « stages d'engagement » de 12 jours sur base de volontariat des enseignant·e·s et des élèves.

Le lycée, via le ou la chef·fe d'établissement, serait labélisé s'il en fait la demande via un appel à projet, qui serait étudié en conseil d'administration. Les enseignant·e·s volontaires obtiendront une récompense financière et les élèves concernés se verraient valorisé·e·s sur Parcoursup. Que du bonheur en quelques sortes et un sens du volontariat et de l'engagement où l'argent et la discrimination à l'orientation seront la règle. Et comme ce n'est pas encore assez, les frais de ces séjours affreusement coûteux seraient pour l'Éducation Nationale, au détriment des projets enseignants, et les frais logistiques seraient à la charge de Jeunesse et Sport.

On a en définitive un projet qui, s'il voit le jour :

- organise une division du corps enseignant entre ceux signant le Pacte et proposant un projet SNU et les autres, par l'appât du gain, mais aussi du corps lycéen, via la promotion sur Parcoursup des élèves dits « engagé·e·s » ;

- coûte terriblement cher et condamne bon nombre de projets enseignants, qui se voient déjà refusés faute de moyens, en priorisant ce projet de militarisation des jeunes au détriment de projets éducatifs en lien avec les disciplines enseignées ;
- camoufle une marche vers la généralisation et plus loin vers l'obligation du SNU, avec un chantage pour les établissements (et donc pour leurs personnels et leurs élèves) un chantage aux subventions ;
- porte un coup sévère à l'Éducation Populaire, qui se voit non seulement phagocytée dans ce dispositif et plus loin réduite à peau de chagrin, entre levées de drapeaux et port du treillis ;
- favorise des pratiques (non-)éducatives douteuses, voire dangereuses des anciens militaires (VSS, violences éducatives, humiliations, apprentissage de manipulation des armes, dressage,...).

Tout cela est très inquiétant et SUD Éducation Alsace réaffirme son opposition complète au SNU, au projet de société qu'il véhicule et à son intrusion dans notre école !